



# ASSEMBLEE GENERALE MIXTE



## Déclarations Prospectives

Cette présentation peut contenir des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives peuvent être identifiées à l'aide de la terminologie prospective, notamment les termes « croire », « s'attendre à », « anticiper », « peut », « présumer », « planifier », « avoir l'intention de », « sera », « devrait », « estimation », « risque » et/ou, dans chaque cas, leur contraire, ou d'autres variantes ou terminologie comparable. Ces déclarations prospectives comprennent tout sujet qui ne porte pas sur des faits historiques et incluent des déclarations relatives aux intentions, aux convictions ou aux attentes actuelles de la Société, notamment en ce qui concerne les résultats d'exploitation, la situation financière, la liquidité, les perspectives, la croissance et les stratégies de la Société et les industries dans lesquelles elle exerce une activité. De par leur nature, les déclarations prospectives impliquent des risques et des incertitudes car elles concernent des événements et dépendent de circonstances susceptibles de survenir ou non à l'avenir. Ces risques comprennent ceux développés ou identifiés dans les documents publics déposés par Vallourec auprès de l'AMF, y compris ceux répertoriés dans la section « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement Universel déposé auprès de l'AMF le 29 mars 2021 sous le numéro D. 21-0228. Les lecteurs sont avertis que les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et que les résultats d'exploitation, la situation financière et la liquidité de Vallourec ou de l'une de ses filiales et le développement des secteurs dans lesquels ils opèrent peuvent différer sensiblement de ceux réalisés dans ou suggérées par les déclarations prospectives contenues dans cette présentation. En outre, même si les résultats d'exploitation, la situation financière et la liquidité de Vallourec ou de l'une de ses filiales et le développement des secteurs dans lesquels ils opèrent sont conformes aux déclarations prospectives contenues dans cette présentation, ces résultats ou développements peuvent ne pas être indicatif des résultats ou des développements dans les périodes ultérieures.

## Avertissement

Cette présentation et les informations qu'elle contient ne constituent ni une offre de vente ou d'achat ni la sollicitation de vente ou d'achat de titres de Vallourec.

Aucune communication, ni aucune information relative aux augmentations de capital envisagées ne peut être diffusée au public dans un pays dans lequel il doit être satisfait à une obligation d'enregistrement ou d'autorisation. Aucune démarche n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) dans un quelconque pays (autre que la France) dans lequel de telles démarches seraient requises. La souscription ou l'achat de titres de Vallourec peuvent faire l'objet dans certains pays de restrictions légales ou réglementaires spécifiques. Vallourec n'assume aucune responsabilité au titre d'une violation par une quelconque personne de ces restrictions. La présente présentation ne constitue pas un prospectus au sens du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017.

La présente présentation ne constitue pas une offre de valeurs mobilières ou une quelconque sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis ou dans tout autre pays. Des valeurs mobilières ne pourront être vendues aux États-Unis en l'absence d'enregistrement ou de dispense d'enregistrement au titre du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié. Vallourec n'envisage pas d'enregistrer l'offre ou une partie de cette offre aux États-Unis ni d'effectuer une quelconque offre au public de valeurs mobilières aux États-Unis.

La diffusion de la présente présentation dans certains pays peut constituer une violation des dispositions légales en vigueur. Les informations contenues la présente présentation ne constituent pas une offre de valeurs mobilières aux États-Unis, au Canada, en Australie ou au Japon.

# INTRODUCTION

---

Édouard Guinotte  
Président Directeur Général

# RÉSULTATS DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2021

---

Olivier Mallet  
Directeur Général Délégué

## S1 2021: FORTE AUGMENTATION DU RBE

- ▶ **Chiffre d'affaires de 1 544 m€, en repli de 9 %** par rapport au S1 2020, stable à taux de change constants
- ▶ **RBE de 228 m€**, contre 111 m€ au S1 2020, **marge en hausse à 14,8 %**. La contribution plus importante de la mine, associée au redémarrage au cours du semestre de l'activité Pétrole et Gaz en Amérique du Nord, à la hausse des ventes sur les marchés Industrie au Brésil et aux économies de coûts, ont largement plus que compensé le repli de l'activité Pétrole et Gaz en EA-MEA
- ▶ **Flux de trésorerie disponible de - 197 m€**, incluant les frais liés à la restructuration financière, contre - 258 m€ au S1 2020

## RESTRUCTURATION FINANCIÈRE FINALISÉE AVEC SUCCÈS LE 30 JUIN 2021

- ▶ Au 30 juin 2021, la **dette nette s'élève à 720 m€** et les capitaux propres part du Groupe à 1 602 m€
- ▶ Au 30 juin 2021, **liquidité de 1 189 m€**

## PERSPECTIVES 2021

- ▶ **Révision à la hausse des perspectives 2021** publiée le 21 juillet :
  - RBE visé compris entre 475 m€ et 525 m€
  - Flux de trésorerie disponible visé compris entre - 240 m€ et - 160 m€
- ▶ **Efforts continus de réduction des coûts**
- ▶ **Gestion rigoureuse de la trésorerie et enveloppe d'investissements confirmée à environ 160 m€**

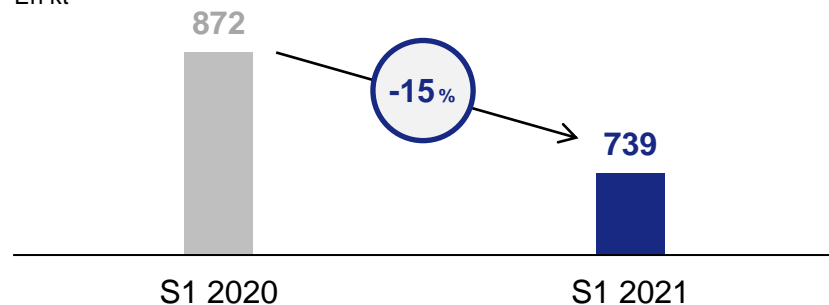
## SUCCÈS OPÉRATIONNELS ET CHANGEMENTS DE PÉRIMÈTRE

- ▶ **92 millions d'euros** d'économies brutes réalisées au S1 2021
- ▶ **Succès commerciaux** en Afrique de l'Est et au Moyen Orient
- ▶ **Cession de Valinox Nucléaire SAS** le 31 mai 2021
- ▶ **Acquisition des parts minoritaires de VAM USA** le 27 juillet 2021

# CHIFFRES CLÉS DU S1 2021

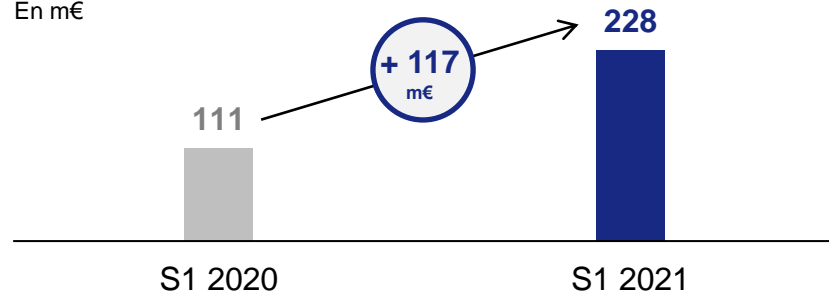
## VOLUMES

En kt



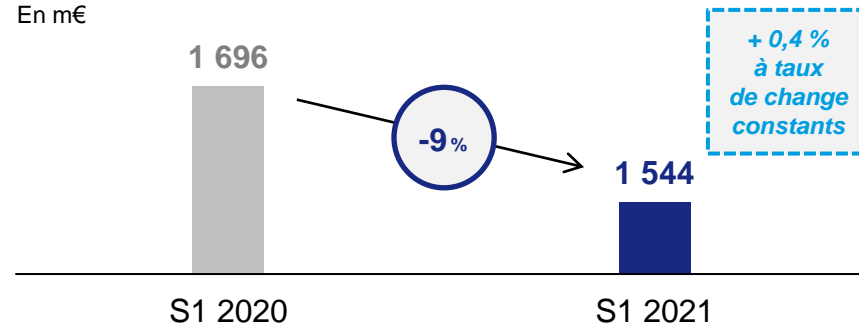
## RBE

En m€



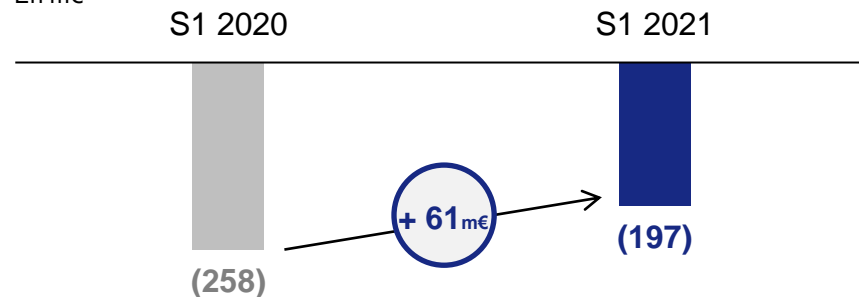
## CHIFFRE D'AFFAIRES

En m€



## FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE

En m€



# CHIFFRE D'AFFAIRES DU S1 2021 PAR MARCHÉ



### AMÉRIQUE DU NORD

- ▶ Chiffre d'affaires en baisse avec une reprise en fin de semestre

### EA-MEA

- ▶ Chiffre d'affaires en baisse résultant d'une baisse des volumes et d'un effet prix/mix défavorable

### AMÉRIQUE DU SUD

- ▶ Hausse du chiffre d'affaires malgré un effet conversion de devises défavorable



- ▶ Baisse des livraisons en Amérique du Nord et dans une moindre mesure dans les régions EA-MEA

CA S1 2021  
en millions €  
et en % du chiffre d'affaires

801  
52 %

1 544

86 68  
6 % 4 %



### EUROPE

- ▶ Progression du chiffre d'affaires en raison de la hausse des volumes

### AMÉRIQUE DU SUD

#### Hausse du chiffre d'affaires :

- ▶ **Contribution plus importante de la mine** reflétant des prix plus élevés et une hausse des volumes à 4,2 millions de tonnes (+ 25 % par rapport au S1 2020)
- ▶ **Livraisons et prix en hausse sur les marchés Industrie**, malgré un effet conversion de devises défavorable



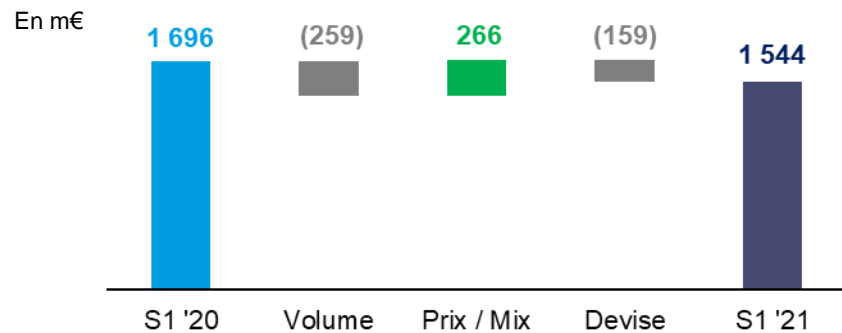
- ▶ Chiffre d'affaires en baisse reflétant la fermeture du site de Reisholz, effective depuis mi-2020

<sup>1</sup> À taux de change constants

<sup>2</sup> Du fait des arrondis, l'addition des chiffres figurant dans le tableau ci-dessus peut ne pas exactement correspondre aux totaux et les pourcentages peuvent ne pas refléter exactement les valeurs absolues.

# S1 2021 : RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

## CHIFFRE D'AFFAIRES S1 2020 – S1 2021



En millions d'euros	S1 2021	S1 2020	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 544</b>	<b>1 696</b>	<b>- 9,0 %</b>
Coûts industriels des produits vendus	(1 133)	(1 399)	- 19,0 %
<b>Marge Industrielle</b>	<b>411</b>	<b>297</b>	<b>38,4 %</b>
<i>(en % du CA)</i>	26,6 %	17,5 %	+ 9,1 pt
Coûts administratifs, commerciaux et de recherche	(158)	(173)	- 8,7 %
<i>(en % du CA)</i>	- 10,2 %	- 10,2 %	-
Autres	(25)	(13)	na
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>228</b>	<b>111</b>	<b>+ 117 m€</b>
<b>Marge brute d'exploitation (en % du CA)</b>	<b>14,8 %</b>	<b>6,5 %</b>	<b>- 8,3 pt</b>

- ▶ **Chiffre d'affaires de 1 544 m€, en retrait de 9 % par rapport au S1 2020 (+ 0,4 % à taux de change constants)**
  - **Effet volume de - 15 %** principalement lié aux activités Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA et en Amérique du Nord
  - **Prix/mix de + 16 %**
  - **Effet conversion de devises de - 9 %**
  
- ▶ **RBE à 228 m€, en hausse de 117 m€ par rapport au S1 2020, à 14,8 % du chiffre d'affaires**
  - **Marge industrielle de 411 m€, en hausse de 114 m€ par rapport au S1 2020 :**
    - » Contribution plus importante de la mine
    - » Activité plus soutenue des marchés Industrie au Brésil
    - » Paiement par NSC du montant résiduel de sa contribution à la couverture des coûts fixes de VSB
    - » Économies de coûts
    - » Plus que compensant l'activité plus faible dans le secteur Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA
  
- ▶ **Coûts administratifs, commerciaux et de recherche réduits de 8,7 %**



# S1 2021 : DU RBE AU RÉSULTAT NET

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020	Variation
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>228</b>	<b>111</b>	<b>+ 117 m€</b>
<i>Marge brute d'exploitation (en % du CA)</i>	<i>14,8 %</i>	<i>6,5 %</i>	<i>+ 6,3 pt</i>
Amortissements industriels	(78)	(111)	- 29,7 %
Amortissements et autres dépréciations	(22)	(27)	na
Dépréciations d'actifs	-	(441)	na
Cessions d'actifs, restructuration et éléments non récurrents	99	(46)	na
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>227</b>	<b>(514)</b>	<b>+ 741 m€</b>
Résultat financier	(175)	(115)	+ 52,2%
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>52</b>	<b>(629)</b>	<b>+ 681 m€</b>
Impôts sur les bénéfices	(100)	(30)	na
Quote part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	(3)	(1)	na
<b>Résultat net</b>	<b>(51)</b>	<b>(660)</b>	<b>+ 609 m€</b>
Part des participations ne donnant pas le contrôle	(9)	(93)	na
<b>Résultat net, part du Groupe</b>	<b>(42)</b>	<b>(567)</b>	<b>+ 525 m€</b>
<b>Résultat net par action (en €)</b>	<b>(3,3)</b>	<b>(49,6)</b>	<b>+ 46,3 €</b>

Les chiffres du T2 2021 et du T2 2020 sont impactés du nouveau nombre d'actions à la suite du regroupement d'actions effectif depuis le 25 mai 2020

## ► Résultat d'exploitation de 227 m€, comparé à une perte de - 514 m€ au S1 2020 :

- Amélioration du RBE
- Vente des bâtiments et terrains de Reisholz
- Décision favorable de la Cour Suprême brésilienne concernant le litige fiscal PIS/COFINS
- S1 2020 était négativement impacté par des charges de dépréciations d'actifs pour 441 m€ de restructuration pour 46m€

## ► Résultat financier de - 175 m€ contre - 115 m€ au S1 2020

- **Charges nettes** d'intérêt de - 103 m€ contre - 99 m€ au S1 2020
- Autres charges financières de - 72 m€ incluant notamment :
  - » **64 m€ de coût d'exercice de l'option de rachat du DBOT**
  - » **Actualisation de la dette de location-financement DBOT pour 24 m€** résultant de l'exercice de l'option de rachat
  - » **Effet positif du litige fiscal PIS/COFINS au Brésil pour 27 m€**
  - » **Impact net de la restructuration financière pour - 40 m€**

## ► Impôt sur les bénéfices de - 100 m€, principalement lié aux filiales brésiliennes

## ► Résultat net, part du Groupe, de - 42 m€

# S1 2021 : FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE

## FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AU S1 2021 DE - 197 M€ CONTRE - 258 M€ AU S1 2020

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020	Variation	
<b>1</b> Flux de trésorerie générés par l'activité (A)	(2)	(96)	+ 94 m€	<b>1</b> Flux de trésorerie généré par l'activité à - 2 m€, contre - 96 m€ au S1 2020, en raison d'un RBE plus élevé. Il inclut les frais de restructuration de la dette (- 55 m€)
<b>2</b> Variation du BFR lié à l'activité [+ baisse, (hausse)] (B)	(139)	(99)	- 40 m€	<b>2</b> Le BFR lié à l'activité a augmenté de - 139 m€ contre une augmentation de - 99 m€ au S1 2020
<b>3</b> Investissements industriels bruts (C)	(56)	(63)	+ 7 m€	<b>3</b> Investissements industriels stables
<b>Flux de trésorerie disponible (A) + (B) + (C)</b>	<b>(197)</b>	<b>(258)</b>	<b>+ 61 m€</b>	

Notes:

Le BFR lié à l'activité inclut le besoin en fonds de roulement et les autres créances et dettes

Le flux de trésorerie disponible se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité minoré des investissements industriels bruts et majoré/minoré de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

# DETTE NETTE ET LIQUIDITÉ

## DETTE NETTE S1 2021

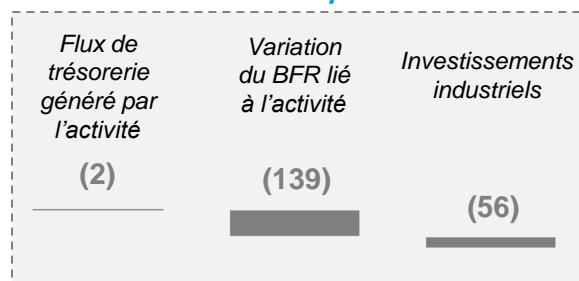
En m€

Dette Nette  
au  
31 déc. 2020



(2 214)

### Flux de Trésorerie Disponible à - 197 m€



Cessions d'actifs  
et autres éléments

1 691



Dette Nette  
au  
30 juin 2021



(720)

### ► Dette nette de 720 m€ au 30 juin 2021 :

- Flux de trésorerie disponible de - 197 m€
- Cessions d'actifs et autres éléments pour 1 691 m€ résultant principalement de la restructuration financière

### ► 1 189 m€ de trésorerie disponible au 30 juin 2021 incluant un tirage de 462 m€ sur la ligne de crédit confirmée, remboursé fin juillet

# PERSPECTIVES 2021

---

Olivier Mallet  
Directeur Général Délégué

## AMÉRIQUE DU NORD

- ▶ **Le marché OCTG** confirme son **amélioration progressive** tirée par la **hausse continue du nombre d'appareils de forage en activité**

## AMÉRIQUE DU SUD

- ▶ **Pétrole et Gaz : les livraisons sont attendues en hausse** par rapport à 2020 tandis que les coûts de production sont affectés par l'inflation élevée
- ▶ **Industrie** : le niveau de l'activité devrait continuer à s'améliorer significativement
- ▶ **Une contribution plus élevée de la mine de fer est attendue**, bien que les prix soient attendus en baisse progressive pendant le reste de l'année selon le consensus

## EUROPE-AFRIQUE & MOYEN ORIENT - ASIE

- ▶ **Pétrole et Gaz : l'activité demeure impactée par la faible prise de commandes en 2020** résultant des reports ou annulations de projets du fait de la pandémie. La baisse importante des livraisons aura un **impact négatif sur le chiffre d'affaires et les marges**. Cependant, **l'activité d'appels d'offres a commencé à redémarrer en 2021** et devrait positivement impacter 2022
- ▶ **Industrie : la reprise économique en cours** devrait continuer à avoir un **impact positif sur les volumes** et dans une moindre mesure sur les prix

## ÉCONOMIES DE COÛTS

- ▶ Les mesures d'économies permettront au Groupe de **continuer à réduire sa base de coûts**
- ▶ **Le contrôle strict de la trésorerie** sera maintenu ; **l'enveloppe d'investissements d'environ 160 m€ est confirmée**

**RÉVISION À LA HAUSSE  
DES OBJECTIFS 2021  
ANNONCÉE LE 21 JUILLET**

- ▶ **Résultat brut d'exploitation visé compris entre 475 et 525 millions d'euros**
- ▶ **Flux de trésorerie disponible visé compris entre - 240 et - 160 millions d'euros**

# COMITÉ DES NOMINATIONS, DES RÉMUNÉRATIONS ET DE LA GOUVERNANCE

---

Pierre Vareille

Président du CNRG, Vice-président du Conseil d'Administration  
et Administrateur Référent

# CONSEIL D'ADMINISTRATION DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021



**Président  
Directeur  
Général  
Édouard  
Guinotte**



**Vice-Président  
Administrateur  
Référént  
Pierre  
Vareille  
*Indépendant***



**Gareth  
Turner**



**William  
de Wulf**



**Corine  
de Bilbao  
*Indépendante***

**Nomination  
par l'Assemblée Générale  
du 20 avril 2021**



**Maria  
Silvia  
*Indépendante***



**Hera  
Siu  
*Indépendante***



**Angela  
Minas  
*Indépendante***

**Cooptation par  
le Conseil d'Administration  
le 1<sup>er</sup> juillet 2021**

**Ratification soumise  
à l'Assemblée Générale**

**Représentant  
des salariés**

**Nomination par  
le Comité de Groupe  
en cours**

▶ 62,5 % d'indépendants

▶ 6 nationalités

▶ 50 % de femmes

- ▶ **1 250 000 euros** : montant de l'enveloppe susceptible d'être allouée aux administrateurs pour l'exercice 2021 et pour les exercices à venir. Cette proposition a vocation à adapter le montant de la rémunération des administrateurs à sa nouvelle gouvernance.
  
- ▶ **Modalités de répartition de l'enveloppe** :
  - **Participation aux réunions du Conseil d'Administration**
    - » La part fixe s'élèverait à 30 000 euros par an (45 000 euros pour le Vice-Président), tandis que la participation à une réunion donnerait lieu au versement de 3 000 euros par réunion.
    - » En outre, le Vice-Président percevrait 15 000 euros par réunion auquel il participe.
    - » Les frais de déplacement donneraient lieu au versement de 8 000 euros par réunion (États-Unis, Chine et Brésil) ou de 2 000 par réunion (Europe, hors France).
    - » Les censeurs ne percevraient pas de rémunération.
  - **Participation aux réunions des Comités**
    - » Le Président et les membres de chacun des Comités percevraient une rémunération supplémentaire en fonction de leur présence effective aux réunions desdits Comités, dans les conditions suivantes :
      - pour les membres des Comités : 5 000 euros par réunion ;
      - pour les présidents des Comités : 5 000 euros additionnels par réunion.



# PLAN DE RÉMUNÉRATION EN ACTIONS

- ▶ Un nouveau mécanisme de rémunération en actions de la Société reposant sur la performance et sur la base de modalités généralement pratiquées par les fonds de *private equity*.
- ▶ Au bénéfice du Président Directeur Général, du Directeur Général Délégué, des membres du Comité Exécutif et de certains cadres. Il remplacerait, pour ces bénéficiaires, tous les autres plans d'incitation long terme.
- ▶ Les autres composantes de la politique de rémunération du Président Directeur Général et du Directeur Général Délégué approuvées par l'Assemblée Générale du 20 avril 2021 demeurent inchangées.
- ▶ Deux types d'actions attribuées :
  - Pour 33.33 %, des **actions ordinaires** dont l'acquisition se ferait sur 5 ans sous condition de présence et sous réserve que le cours de bourse des actions de la Société soit au moins égal à 8,09 € à chaque date anniversaire de l'attribution ;
  - Pour 66.67 %, des **actions de préférence de performance** de différentes catégories, convertibles en actions ordinaires. Ces actions de préférence de performance seraient convertibles sous réserve que le cours de bourse des actions de la Société ait atteint un cours cible, dans un délai maximum de cinq ans.
    - » Les cours cibles: 16,19 € pour 50 % des actions de préférence de performance, 20,22 € pour le solde. En complément, des attributions d'actions de préférence supplémentaires pour le CEO, le DGD et les membres du comité exécutif si le cours atteint 28,32 €.
- ▶ Attribution aux mandataires sociaux pour une durée de 5 ans (attribution unique, pas de renouvellement annuel) :
  - 1 020 708 actions au Président-Directeur Général ;
  - 681 617 actions au Directeur Général Délégué.

# RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

---

- ▶ En application du Code de Commerce, nous avons établi les présents rapports sur :
  - les modalités de conversion des Actions de Préférence dont l'inscription dans les statuts est envisagée (8<sup>ème</sup> résolution),
  - le projet d'attribution gratuite par votre Conseil d'Administration d'Actions Ordinaires et d'Actions de Préférence convertibles en actions ordinaires existantes ou à émettre de la Société au profit de certains membres du personnel salarié et mandataires sociaux du groupe (10<sup>ème</sup> résolution).
  
- ▶ Nous avons mis en œuvre les diligences nécessaires au regard de la doctrine professionnelle applicable en France.
  
- ▶ Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :
  - la présentation, faite dans le rapport du Conseil d'Administration, des caractéristiques des Actions de Préférence à émettre,
  - les informations données dans le rapport du Conseil d'Administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution gratuite d'actions ordinaires et d'Actions de Préférence.
  
- ▶ Par ailleurs, la présentation des modalités de conversion des Actions de Préférence dont l'inscription dans les statuts est envisagée, n'appelle pas d'observation de notre part.
  
- ▶ Nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, en cas de réalisation d'opérations de conversion d'Actions de Préférence par votre Conseil d'Administration conformément aux dispositions statutaires.

# NOUVEAU SIÈGE SOCIAL

---

Édouard Guinotte  
Président Directeur Général

# OBJECTIFS DU DÉMÉNAGEMENT



## Faire des économies

- ▶ Réaliser des économies en optimisant à la fois la surface et le loyer (tout en étant vigilant à l'impact sur le temps de transport)
- ▶ Un contexte de marché immobilier favorable aux utilisateurs



## Poursuivre la transformation de l'entreprise

- ▶ Agilité & Proximité
- ▶ Fluidifier et faciliter le partage d'information et le travail en mode projet
- ▶ Adapter l'espace de travail aux nouveaux besoins de l'entreprise



## Repenser les conditions de travail

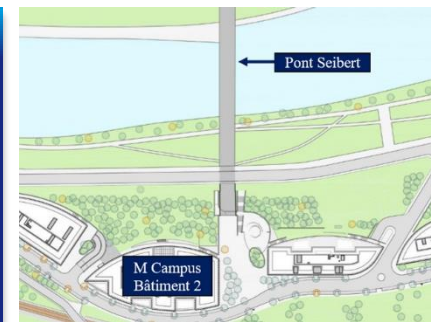
- ▶ Offrir de nouveaux services aux collaborateurs
- ▶ Développer le Télétravail (post-Covid19)

# NOUVELLE LOCALISATION : MEUDON CAMPUS



**Nouvelle adresse du siège social :**

**12 Rue de la Verrerie  
92190 Meudon**



Immeuble année 2007  
5 200m<sup>2</sup> sur RDC, R+ 4 , R+ 5  
(bâtiment partagé)



# QUESTIONS / RÉPONSES

---

# VOTE DES RÉOLUTIONS

---



# 1

## VOTE DES RÉOLUTIONS PARTIE ORDINAIRE

---

- ▶ **Ratification de la cooptation de Mme Angela Minas en qualité d'administratrice**

- ▶ **Ratification de la cooptation de Mme Hera Siu en qualité d'administratrice**

- ▶ **Ratification de la cooptation de Mme Maria Silvia Marques en qualité d'administratrice**

## ► Fixation de l'enveloppe annuelle de la rémunération des administrateurs

- ▶ **Approbation de la modification de la politique de rémunération du Président Directeur Général pour l'exercice 2021**

- ▶ **Approbation de la modification de la politique de rémunération du Directeur Général Délégué pour l'exercice 2021**

- ▶ **Approbation de la modification de la politique de rémunération des administrateurs (autres que le Président) pour l'exercice 2021**



# 2

## VOTE DES RÉOLUTIONS PARTIE EXTRAORDINAIRE

---

- ▶ **Approbation de la création de trois nouvelles catégories d'actions dites « actions de préférence » (au sens des articles L. 228-11 et suivants du Code de commerce) convertibles en actions ordinaires**

## ► Modifications statutaires corrélatives

- ▶ **Autorisation et pouvoirs à donner au Conseil d'Administration pour procéder à des attributions gratuites d'actions ordinaires et d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires existantes ou à émettre de la Société au profit de certains membres du personnel salarié et mandataires sociaux du Groupe**

- **Modification du plafond global sur lequel s'imputent les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre des seizième à dix-neuvième résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Mixte du 20 avril 2021 et les vingt-sixième et vingt-septième résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Mixte du 6 avril 2020**

## ► Plafond global des autorisations d'émission

# 3

## VOTE DES RÉOLUTIONS PARTIE ORDINAIRE

---

## ► Ratification du transfert de siège social de la Société



# 14<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION

ORDINAIRE



## ► Pouvoirs en vue des formalités

# ANNEXE : RESTRUCTURATION FINANCIÈRE

---

## DETTE BRUTE

- ▶ Au 30 juin 2021, la dette brute de Vallourec SA a été réduite de 1 800 m€, et de 1 699 m€ après réévaluation de la nouvelle dette à la juste valeur conformément à l'IFRS 9
- ▶ Au 30 juin 2021, la dette brute de Vallourec SA s'élevait à 1 848 m€
  - 462 m€ de tirages sur la ligne de crédit confirmée
  - 1 023 m€ d'obligations réinstallées (1 178 m€ en application des normes IFRS 9)
  - 262 m€ de prêts garantis par l'État (208 m€ en applications des normes IFRS 9)

## CAPITAUX PROPRES

- ▶ La valeur des capitaux propres du Groupe a augmenté de 1 607 m€:
  - Augmentation de capital de 1 257 m€ réservée aux créanciers (1 331 m€) réévaluée au cours de clôture de l'action
  - Augmentation de capital avec DPS pour 300 m€
  - Juste valeur des Bons de Souscription en Actions pour 59 m€
  - Frais relatifs à l'augmentation de capital pour 9 m€

**IMPACT SUR LES AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON-COURANTS :  
+ 54 M€ (RELATIF À L'ÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR DES PGE)**

## IMPACT SUR LE RÉSULTAT FINANCIER : - 40 M€ AU S1 2021 DONT - 18 M€ AU T2 2021

- ▶ - 14 m€ liés à l'amortissement accéléré des obligations existantes enregistrés au T1 2021
- ▶ - 55 m€ de frais de restructuration financière décaissés au S1 2021 dont -47 m€ au T2 2021
- ▶ + 29 m€ résultant de la différence entre :
  - 3 547 m€ de dette restructurée et
  - 3 518 m€ correspondant à la juste valeur des nouveaux instruments financiers se décomposant ainsi :
    - » 1 616 m€ relatifs aux nouveaux instruments de capital
    - » 1 848 m€ relatifs à la nouvelle dette
    - » 54 m€ relatifs aux subventions liées au PGE